

CONSEIL MUNICIPAL DE SAINTE-MARTHE

Séance du 20 mars 2017

COMPTE RENDU SOMMAIRE

Affiché en exécution de l'article L 121-17 du Code des Communes.

❖ SDEE : MODIFICATION DES STATUTS

La Commune étant adhérente au Syndicat Départemental d'Electricité et d'Energies de Lot-et-Garonne (Sdee 47), elle est consultée à chaque fois qu'une modification des statuts est nécessaire.

Cette dernière modification des statuts porte principalement sur :

- le complément des compétences et activités connexes avec les nouveaux champs d'intervention du Sdee 47 : mobilité à l'hydrogène, réseaux de froid, géothermie, éolien*
- la possibilité d'intervenir pour des personnes morales non membres du Syndicat*
- la possibilité d'établir des relations contractuelles avec la future SEM pour la production d'énergie dont il sera le principal actionnaire.*

Le Conseil Municipal approuve la modification proposée.

❖ INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS : NOUVEL INDICE BRUT

Considérant le relèvement de la valeur du point d'indice portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation, la délibération du 26 mars 2014 fixant les indemnités du Maire et des Adjointes pour le mandat doit être remplacée si elle fait référence à l'indice 1015 en vigueur à ce moment là.

Le Conseil délibère de nouveau et fixe les indemnités de fonction en pourcentage de l'indice brut terminal de la fonction publique, sans précision de chiffre, comme suggéré par les services fiscaux de l'Etat.

❖ SOLIHA (SOLIDAIRES POUR L'HABITAT) LOT-ET-GARONNE : DEMANDE DE PARTICIPATION AUX DOSSIERS D'AIDE A L'AMELIORATION OU A L'ADAPTATION DE L'HABITAT DE DEUX ADMINISTRES

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal du courrier reçu de l'agence SOLIHA (Solidaires pour l'habitat) qui a instruit en 2016, 2 dossiers d'aide à l'amélioration ou à l'adaptation de l'habitat au bénéfice de 2 administrés. Cet organisme perçoit en moyenne 130€ des caisses de retraite pour chaque dossier traité, mais le coût de revient de chaque dossier étant d'environ 450€, ils ne parviennent pas à un équilibre financier sur ces missions. A cet effet, Soliha sollicite l'intervention financière des municipalités, ce que refuse le Conseil.

❖ DIVERS

- PREPARATION DU BP 2017 : SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS

Afin de préparer la réunion du 10 avril 2017 pendant laquelle sera voté le budget primitif 2017 de la commune, Monsieur le Maire propose de faire le point sur les demandes de subventions reçues.

L'Assemblée a établi un premier classement. Le choix définitif sera voté le 10/04/2017.

- PREPARATION DES ELECTIONS 2017 : PERMANENCE DU BUREAU DE VOTE

Monsieur le Maire et son Conseil ont organisé les tours de rôles afin de tenir le bureau de vote lors des élections présidentielles des 23 avril et 7 mai, et des élections législatives des 11 et 18 juin 2017.

- MISE EN PLACE DE POINTS NUMERIQUES

Monsieur le Maire présente le courrier qu'il vient de recevoir de Madame le Préfet de Lot-et-Garonne :

Afin d'accompagner les usagers dans leurs démarches et de s'inscrire dans l'évolution numérique et le développement de procédures via internet, le Ministre de l'Intérieur souhaite que se développe un réseau de points et d'espaces numériques de proximité accessible au public ne disposant pas des moyens personnels pour ces démarches en ligne.

Ces points numériques devront comprendre du matériel dédié et être animé par un médiateur numérique.

Pour l'instant, il semble que le Conseil ne souhaite pas donner de suite à cette proposition.

- REMERCIEMENTS DE MONSIEUR LE SOUS-PREFET

Monsieur le Maire remet à chaque conseiller un exemplaire de la lettre de remerciements que Monsieur le Sous-Préfet de Marmande a envoyé suite à sa visite communale du 02 mars 2017.

- DEVIS ASSOCIATION SERVICE ENVIRONNEMENT

Monsieur le Maire informe l'Assemblée qu'il a donné son accord à l'Association Service Environnement suite à deux devis reçus pour un montant de 893€, et afin de procéder au gros entretien des espaces verts de la commune que ne peut pas réaliser l'employé communal.